



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article977>

4 pages EE-FSU de septembre 2011

- FSU -



Date de mise en ligne : vendredi 16 septembre 2011

L'École Émancipée

4 pages téléchargeable en PDF en bas de cet article.

Six mois après le printemps arabe qui a déboulonné des dictatures vieilles de plusieurs décennies, le monde n'en finit pas de bouger. La contestation contre les plans de rigueur imposés aux peuples par les gouvernements et le FMI s'étend un peu partout en Europe mais aussi au-delà. C'est par centaines de milliers que les jeunes, scolarisés ou non, les salariés, les précaires manifestent de Tel Aviv à Santiago, de Londres à Madrid et Athènes.

Démocratie, Santé, Education, sont au coeur des revendications. De plus en plus massivement, les peuples refusent de payer les conséquences de la crise dont ils ne sont pas responsables. En France, le gouvernement Fillon annonce sans rire que les « efforts doivent être équilibrés » alors que ce sont les plus démunis qui subissent l'essentiel de l'austérité. Aujourd'hui les niches fiscales (connues ou non) représentent 145 milliards d'euros et sont maintenues au prétexte de la défense de l'emploi quand le nombre de chômeurs n'a jamais été aussi haut ! Même des organismes comme la Cour des Comptes sont obligés d'admettre la vérité sur les conséquences de la crise qu'on veut nous faire payer : en France les riches sont de plus en plus riches et plus nombreux (+ 3.5 % de millionnaires l'an dernier) et les pauvres de plus en plus pauvres (+ de 8 millions en dessous du seuil de pauvreté qui représente 927 euros par mois).

C'est dans ce contexte d'augmentation générale de la pauvreté que le gouvernement poursuit la destruction systématique des services publics au nom de la réduction des dépenses publiques ! Les SP, pourtant, sont seuls garants d'égalité pour les populations sur le territoire : aujourd'hui, ce gouvernement mène bien une politique d'injustice sociale caractérisée.

Dans l'éducation, les attaques se poursuivent et s'amplifient. Le budget de l'an prochain prévoit la suppression de 14 000 postes, ce qui fera pour le quinquennat 2007-2012 80 000 postes en moins : un véritable plan social comparable à celui subi par la sidérurgie dans les années 80 ! Principales victimes de ces suppressions : les élèves, et en premier lieu les plus en difficulté ; mais ces suppressions entrent en cohérence avec d'autres mesures éducatives : fin du soutien spécialisé (RASED), de la scolarisation des tout petits, autonomie et mise en concurrence des établissements, individualisation des « enseignements », destruction de la formation, mise au pas des personnels à coups d'injonctions et de profilage de poste... : c'est l'ensemble du système éducatif comme service public qui est remis en cause !

Voilà autant de raisons de poursuivre et d'organiser les résistances et de participer activement à la grève unitaire du 27 septembre pour mettre en échec une politique mortifère qui exclut un peu plus les plus fragiles ! Cette grève doit s'inscrire dans un plan de lutte contre les politiques d'austérité qui touchent l'ensemble de salariés. « Cela suffit ! ». Comme l'a dit l'intersyndicale interprofessionnelle en appelant à une journée d'action le 11 octobre. Le dire ne suffit pas. S'indigner, c'est bien, se mobiliser tous ensemble et fortement c'est mieux ! Comment penser le faire efficacement sans grèves ?

Ont participé à l'élaboration de ce 4 pages : Vincent Charbonnier, Mylène Denizot, Anne Dumas, Jérôme Falicon, Isabelle Lauffenburger, Marie-Cécile Périllat, Alain Ponvert, Véronique Ponvert, Isabelle Sargeni